TABLE RONDE SUR LA POLITIQUE AUTOCHTONE

limitée dans le temps, et vise à encourager la diffusion et l'utilisation des idées, par le biais de l'attribution de permis ou de la vente. On s'expose, en soumettant les peuples autochtones à une telle conception de la loi, à exercer sur leur identité le même effet délétère que le morcellement du droit foncier a eu sur leurs territoires dans nombre de pays, c'est-à-dire la fragmentation et la vente des morceaux jusqu'à ce que plus rien n'en subsiste.

L'autodétermination et les droits patrimoniaux

La position adoptée par le Canada à l'égard de la reconnaissance internationale des droits des peuples autochtones est une contribution, circonspecte mais importante, aux peuples autochtones. Le 31 octobre 1996, le Canada a affirmé formellement que le droit à l'auto-détermination s'applique aux peuples autochtones; le gouvernement a déclaré que le droit à l'autonomie gouvernementale est d'importance fondamentale pour la collectivité internationale et joue un rôle capital dans la protection des droits de tous les peuples, comme en fait foi son inclusion dans la charte des Nations unies, dans le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* et dans le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*. Signataire étatique de la charte des Nations unies et des Pactes, le Canada s'est engagé sur le plan légal et moral à observer et à protéger ce droit. Il convient que ce droit s'applique également à toutes les collectivités, autochtones ou non, auxquelles le droit international reconnaît le statut de peuple.

L'autodétermination d'un peuple est un droit permanent, qui s'exerce dans une démocratie véritable où les citoyens participent aux affaires publiques et ont la possibilité de s'exprimer au sujet des questions politiques qui les concernent. Le plein exercice des droits d'autodétermination suppose le respect et la protection de l'éventail complet des droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels; ce principe prépondérant sous-tend la propriété culturelle et intellectuelle des peuples autochtones.

Le gouvernement canadien a proclamé formellement que l'exercice du droit à l'autonomie gouvernementale suppose des négociations entre les États, et avec les peuples autochtones dans ces États, en vue de fixer leur situation politique et les moyens de réaliser leur développement économique, social et culturel. Ces négociations, qui forment le cadre de la protection des droits patrimoniaux des peuples autochtones, doivent tenir compte des circonstances, aspirations et besoins particuliers des peuples en cause.

Ce droit à l'autodétermination a pour objet de favoriser des ententes harmonieuses d'autonomie gouvernementale au sein de nations souveraines et indépendantes. Le Canada a clairement énoncé

OPTIONS POLITIQUES POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA